DAI

GUIDE PRATIQUE · 2026

AI Act Décodé

Ce que le règlement européen sur l'IA change vraiment pour votre entreprise, sans jargon juridique, avec les vraies dates.

DannyAI
DannyAI.fr

Sommaire

Guide gratuit. La partie 2 arrive bientôt, écrivez à contact@dannyai.fr si un sujet vous manque en priorité.

MODULE 0

Pourquoi l'AI Act vous concerne maintenant

L'AI Act n'est pas un projet de loi lointain. Il est entré en vigueur le **1er août 2024**, et depuis, des pans entiers du texte s'appliquent déjà, que vous le sachiez ou non.

Si votre entreprise utilise ChatGPT, Copilot, un chatbot sur son site, ou un outil d'IA intégré dans un logiciel métier, vous êtes concerné. Pas dans deux ans. Maintenant.

35 M€	7%	Août 2024
amende max, pratiques interdites	du CA mondial, en alternative	entrée en vigueur du texte

Ce qui s'applique déjà, aujourd'hui

- **Depuis février 2025 :** les pratiques d'IA jugées inacceptables sont interdites (notation sociale, manipulation comportementale, certains usages de reconnaissance biométrique).
- **Depuis août 2025 :** les fournisseurs de modèles d'IA à usage général (OpenAI, Anthropic, Google, Mistral…) ont des obligations de documentation technique et de transparence sur leurs données d'entraînement.
- **Depuis le 2 août 2026 :** les obligations de transparence de l'article 50 s'appliquent, il faut informer qu'on interagit avec une IA, ou signaler un contenu généré ou manipulé par IA.

> **Ce qui n'est pas encore obligatoire :** les obligations les plus lourdes, celles des systèmes « à haut risque » (RH, crédit, santé, justice…), ont été repoussées par le règlement Digital Omnibus (UE 2026/1744) à décembre 2027, voire août 2028 selon les cas. Beaucoup d'articles publiés avant juillet 2026 donnent encore l'ancien calendrier, méfiance.

Pourquoi c'est différent du RGPD

Le RGPD encadre les *données*. L'AI Act encadre les *systèmes*. Un outil peut être parfaitement conforme RGPD (données bien protégées, bases légales en ordre) et être un système d'IA à haut risque au sens de l'AI Act s'il sert à trier des candidatures, noter des dossiers de crédit, ou orienter des décisions médicales. Ce sont deux textes complémentaires, pas substituables l'un par l'autre.

MODULE 1

Les 4 niveaux de risque, expliqués simplement

L'AI Act classe chaque système d'IA dans l'une de quatre catégories. Le niveau de risque détermine tout : ce que vous avez le droit de faire, et ce que vous devez documenter.

🚫 Risque inacceptable, interdit

Notation sociale des citoyens, manipulation subliminale ou exploitant des vulnérabilités, certains usages de reconnaissance biométrique en temps réel dans l'espace public. Aucune mise en conformité possible : c'est simplement interdit depuis février 2025.

⚠️ Risque élevé, obligations lourdes

RH (recrutement, évaluation), crédit et scoring, éducation, santé, justice, infrastructures critiques. Exige : système de gestion des risques, documentation technique complète, gouvernance des données, supervision humaine, évaluation de conformité avant mise sur le marché.

💬 Risque limité, transparence

Chatbots, IA générative visible par les utilisateurs, contenus deepfake. Obligation principale : informer clairement que la personne interagit avec une IA ou consulte un contenu généré par IA (article 50).

✅ Risque minimal, aucune obligation spécifique

Filtres anti-spam, IA dans un jeu vidéo, recommandations basiques. La grande majorité des systèmes d'IA du marché entrent dans cette catégorie.

Le piège le plus fréquent : penser que son usage est « minimal » sans l'avoir vérifié. Un chatbot de service client, même basique, tombe déjà sous l'article 50 (risque limité), pas dans la catégorie « minimal » comme on l'imagine souvent.

Comment savoir où se situe votre outil

La classification dépend de l'**usage**, pas seulement de la technologie. Un même modèle de langage peut être « minimal » s'il aide à rédiger des emails, et « haut risque » s'il sert à trier des CV. Ce qui compte, c'est ce que la décision produite par l'IA affecte concrètement pour une personne.

MODULE 2

Le vrai calendrier 2024 → 2028

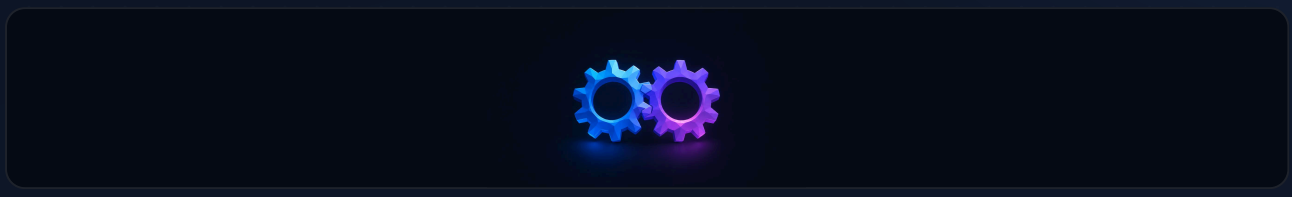
La plupart des articles sur l'AI Act citent un calendrier obsolète. Voici les dates réelles, après la correction apportée par le Digital Omnibus en juillet 2026.

1 août 2024	Entrée en vigueur du règlement. Le texte existe, mais son application est progressive, rien n'est encore obligatoire ce jour-là.
Février 2025	Interdiction des pratiques jugées inacceptables : notation sociale, manipulation comportementale, certains usages de biométrie en temps réel.
Août 2025	Obligations pour les fournisseurs de modèles d'IA à usage général (GPAI) : documentation technique, résumé des données d'entraînement, respect du droit d'auteur.
2 août 2026	Obligations de transparence de l'article 50 (informer qu'on interagit avec une IA). L'AI Office obtient ses pleins pouvoirs d'enquête et de sanction sur les fournisseurs de GPAI.
27 juillet 2026	Entrée en vigueur du Digital Omnibus (règlement UE 2026/1744), qui reporte le calendrier des obligations « haut risque ».
2 déc. 2027	Obligations pour les systèmes à haut risque de l'annexe III (RH, crédit, éducation, santé…), reportées depuis leur date initiale plus précoce.
2 août 2028	Calendrier haut risque pour les systèmes intégrés à des produits déjà réglementés par ailleurs (article 6§1), dernier palier du texte.

Ce qu'il faut retenir : le report ne concerne que les obligations les plus lourdes (haut risque). Les interdictions, les obligations GPAI et la transparence de l'article 50 restent en vigueur aux dates initiales, rien de tout ça n'a été repoussé.

MODULE 3

Fournisseur ou déployeur : qui fait quoi



L'AI Act ne vous traite pas tous pareil. Il distingue deux rôles, avec des obligations très différentes.

	Fournisseur	Déployeur
Qui c'est	Développe le système, ou le fait développer et le commercialise sous son nom	Utilise un système fourni par un tiers, sous sa propre autorité
Exemple	OpenAI, Anthropic, un éditeur SaaS qui intègre de l'IA	La plupart des PME qui utilisent ChatGPT, Copilot, un outil métier
Obligations clés	Documentation technique, gestion des risques, conformité avant mise sur le marché	Respecter la notice du fournisseur, supervision humaine, journaux d'usage (haut risque), informer en cas de chatbot ou d'IA générative (art. 50)

> **La plupart des PME sont déployeurs**, pas fournisseurs, même en utilisant l'IA au quotidien. Vous devenez fournisseur si vous développez un système, le faites développer puis le commercialisez sous votre marque, ou modifiez substantiellement un système existant au point de le rendre méconnaissable.

Article 50, l'obligation qui touche presque tout le monde

Peu importe le niveau de risque de votre outil, si un chatbot ou un contenu généré par IA est visible par vos utilisateurs ou clients, l'article 50 s'applique. Concrètement : informer clairement qu'on discute avec une IA, ou qu'un contenu (texte, image, audio, vidéo) a été généré ou manipulé par IA.

C'est le point de conformité le plus fréquemment oublié, parce qu'il ne dépend pas d'être « à risque », juste d'être visible par le public.

Sources : Règlement (UE) 2024/1689 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle · Règlement (UE) 2026/1744 (Digital Omnibus) · artificialintelligenceact.eu. Calendrier sujet à évolution réglementaire, vérifiez la date de mise à jour de vos sources avant toute décision de conformité. Ce guide ne constitue pas un conseil juridique.

PARTIE 2 · À VENIR

Se mettre en conformité

La partie 1 vous a donné les bases. La partie 2, gratuite elle aussi, ira plus loin sur le concret.

Module 4, sanctions et coûts réels d'une non-conformité

Au-delà des montants d'amende théoriques, ce que ça représente vraiment pour une PME, comment les autorités choisissent leurs contrôles, et les précédents déjà connus.

Module 5, la documentation et le registre à tenir

Ce qu'il faut écrire noir sur blanc, à quelle fréquence, et comment le présenter en cas de contrôle.

Module 6, cas pratiques par secteur

RH, santé, finance, retail : des scénarios concrets pour identifier où votre activité se situe dans les 4 niveaux de risque.

Bonus, checklist de mise en conformité en 10 points

Un document imprimable pour suivre votre progression, module par module.

En attendant la suite

Vous pouvez déjà vérifier votre conformité avec **AuditRGPD Pro**, mon outil d'audit RGPD et IA Act, 100 % local et gratuit pour le premier audit. **dannyai.fr/rgpd.html**